

Centrafrique : ils sont devenus des tueurs, pas des monstres

*

(De Bangui) Il n'y a pas de monstres au camp du Kasai, situé à la lisière de Bangui et occupé par la Seleka, forces qui ont installé à la tête du pays le président musulman Michel Djotodia [qui a démissionné le 10 janvier, ndlr] en mars dernier, et qui ne cessent de commettre des exactions depuis.

La Seleka est une coalition de nombreux groupes du nord et de l'est du pays, à majorité musulmane, dans un pays où 80% des habitants se disent chrétiens et où l'Etat n'existe qu'au Sud-Ouest. Un pays où aucune tension interreligieuse n'avait jamais été signalée jusqu'au dernier mois de mars.

Il n'y a pas de monstres au camp du Kasai, censé abriter les miliciens les plus sanguinaires d'Afrique centrale. Personne qui ne tienne de discours de haine, même quand on les y pousse. Personne dont on puisse deviner immédiatement – sans le moindre doute – une abîme qui nous séparerait d'eux et nous empêcherait d'être ce qu'ils sont devenus.

Il y a des chrétiens qui citent des longs extraits de la Bible pour convaincre leurs camarades d'abandonner leurs gris-gris. Des musulmans qui font tant bien que mal une ou deux des cinq prières exigées. De très bons joueurs de dames qui vous prennent six pièces en un mouvement. Des adolescents armés qui rêvent d'être footballeurs et qui connaissent le onze du FC Barcelone par cœur.

Des enfants devenus des tueurs

Il n'y a pas de monstres, mais des hommes, des enfants, qui sont devenus, par la force des choses et du destin, des tueurs. Des hommes cantonnés depuis neuf mois, devenus experts à toutes sortes de jeux, capables d'amitié, d'amour, de générosité dès que la suspicion initiale est levée. Des hommes, des enfants qui ont tué, et qui vous racontent l'absence de pensée, la nervosité qui a alors dominé. Leur incapacité à s'en souvenir. Leur incapacité à regretter.

Il n'y a pas de monstres au camp du Kasai, et pourtant le dernier journaliste à y avoir passé quelques minutes, deux semaines auparavant, décrivait un amas de haines islamiste prêt à exploser contre les populations et les français.

Aujourd'hui à Bangui, de journalistes, il n'en reste plus vraiment. L'AFP et Reuters sont partis, tout comme le New York Times.

Pendant près d'un mois, dans des conditions éprouvantes, ils ont abattu un travail démesuré pour tenir informé le monde de ce qui se déroulait sous leurs yeux. Un mois de chasse aux corps. Chaque événement était répertorié, raconté, personnalisé. Le moindre tir faisait l'objet d'un déplacement, malgré l'évident danger.

Plus de cent journalistes au plus fort des événements, qui se passaient leurs tuyaux, leurs fixeurs, leurs interprétations, reprenant en boucle la rhétorique du conflit interconfessionnel sans la moindre nuance. Plus de cent journalistes qui, un mois durant, ont nourri une rhétorique religieuse d'abord balbutiante et devenue incontournable alors qu'elle n'a fait son apparition que lorsque que Bozizé [l'ancien Président, renversé par Michel Djotodia, ndlr], prêt à tout pour rester au pouvoir, l'a instillée auprès de ses proches.

Un mois à ne parler qu'aux grands hommes – et à ceux qui criaient le plus dans la rue, qui avaient le bon message pour se faire entendre, à relayer leurs discours de haine jusqu'à ce qu'ils deviennent réalité, ou presque. Un mois à ne montrer que l'écume, cette écume déjà si difficilement vendeuse, que seule l'intervention française a rendue télévisable. Ils avaient deux minutes d'images, ou 500 mots. Ils ont parlé de musulmans et de chrétiens. Ils n'ont pas mis les pieds dans le camp.

Rien à voir avec le génocide rwandais

Nombreux ont été ceux qui ont comparé la situation au génocide rwandais, ignorant toutes les différences, les radios qui, au Rwanda, organisaient le génocide alors qu'elles tentent ici désespérément de faire taire les violences, l'héritage colonial qui avait semé les graines de la haine ethnique à Kigali alors qu'il n'a jamais instrumentalisé la question religieuse à Bangui, les cinquante ans de violences qui avaient progressivement séparé Hutus et Tutsis au pays des milles collines alors que jamais musulmans et chrétiens ne s'étaient opposés jusqu'ici en RCA.

Ils n'ont, en ne cessant d'en parler, fait que reproduire les mêmes erreurs qu'ils avaient commises à Kigali dans les mois qui ont entouré le génocide et qui les avaient alors aveuglés, les amenant à se focaliser sur les événements, allant d'un point à l'autre sans discontinuer, sans ne jamais prendre le temps de rentrer dans le pays, l'écouter, sortir des éléments de langage de ministres dont le numéro de portable avait été si facilement acquis, étudier les dynamiques derrière lesquelles se cachaient les violences de rues.

Ici à Bangui, un moins durant, ils ont ignoré les chants de muezzine dans les quartiers chrétiens qui drainaient des dizaines de musulmans sans aucun trouble, les églises protégées par des groupes formés par les chefs de quartiers musulmans. Ils ne sont pas aller voir les Sélékas dans leurs cantonnements, n'ont pas entendu la diversité de leurs paroles. Ils ont fait un travail de fou,

et tout leur possible pour qu'on parle de ce point aveugle appelé centrafrique. Ils se sont trompés.

Il n'y a pas de monstres au camp du Kasai, qui pourtant regroupe des miliciens qui tétanisent le pays, au point où sa visite nous vaudra de sévères remontrances des officiels de l'ONU installés à Bangui et l'abandon de notre fixeur. Il n'y a pas de monstres, ou du moins pas auprès des soldats à pied, et il est fort probable que les véritables responsables des exactions – ceux qui ont provoqué la mort de plus de mille personnes, comment le nier ? – soient en fait dans d'autres cantonnements, voire n'aient jamais été tout à fait cantonnés.

Emportés par le cours de l'Histoire

Il n'y a pas de monstres, mais des pillleurs et des tueurs que la misère a menés là où ils sont, qui se sont laissés emporter par le cours de l'Histoire et ont décidé de prendre le risque de mourir en mouvement – et non dans l'atonie et le silence que leur promettait le monde.

Des hommes et des enfants qui ont décidé de prendre leur destin en main, en ravissant celui de bien d'autres, afin de faire jour au monde. Des hommes qui ont refusé l'espérance de vie de 40 ans qu'on leur promettait. Des hommes qui ont refusé d'être victimes de la mondialisation, des groupes armés, d'une stupide fièvre qui pourrait guérir en trois jours et qui a emporté tel ou tel de leurs proches. Des hommes, des enfants d'à peine 14 ans, qui ont refusé une vie sans espoir, la condamnation d'office, le renoncement sans possibilité d'appel.

Des hommes, des enfants à qui leur lieu de naissance n'a offert comme alternative que de survivre comme victimes ou comme des guerriers. Des hommes et des enfants, pleins de qualités et de défauts, encore capables d'humanité et pourquoi pas d'amour, qui ont un jour fait face à un adversaire, lui aussi armé, lui aussi prêt à donner la mort pour vivre, et qui les ont fait tomber. Des hommes et des enfants, devenus des tueurs.

Il n'y a pas de trace de haine dans ces hommes et ces enfants qui pourtant pillent et tuent dès que l'ordre leur est donné. Pas de trace de leurs meurtres, pas de trace de leur violence, si ce n'est parfois dans la mélancolie de quelques regards.

Contrairement aux anti-balaka, qui essentialisent leurs ennemis et n'hésitent pas à faire des « musulmans » leur ennemis, les Seleka du camp du Kasai se gardent de toute généralisation.

Petites histoires ordinaires

Notre venue n'était pas programmée. Munis d'une fausse attestation du général Nourredine Adam, considéré par beaucoup comme le principal responsable des violences à Bangui, nous avons été autorisés après quelques doutes à passer la journée avec les soldats, sans escorte.

Au lieu de grands discours et des éléments de langage ressassés par leurs chefs et leurs ennemis, ce sont leurs petites histoires qui ont émergé, éloquentes dans leur simplicité, leur banalité.

Venus parfois de l'autre bout du pays, là où la LRA de Joseph Kony kidnappe et enrôle des enfants par dizaine dans sa secte militaire, ils ont raconté un quotidien sans Etat ni argent, c'est à dire sans école ni hôpitaux, sans impôts ni justice. Un quotidien marqué par l'usure de la survie, le travail aux champs, puis à la ville dans un atelier de mécanicien, ou comme vendeur à la ville. Ils ont raconté l'exil, après la dot, après les enfants, pour nourrir la famille, pour ne pas se résoudre à l'inanition.

L'arrivée à Bangui le creux au ventre, le mépris de la capitale, la violence de l'isolement. Leur choix. Celui de devenir tueurs.

Ils vous racontent tout cela en partageant le manioc, le manioc qui est devenu la culture quasi exclusive du pays, qui nourrit 90% de la population, qui a été mangé midi et soir de chaque jour de chaque semaine de chaque mois de chaque année de ceux qui vous l'offrent avec le sourire. Le manioc qu'ils mangent à pleines

mains, assaisonné de quelques légumes trouvés au village du coin, peut-être pillés. Le manioc qui ne se trouve même plus dans ces camps de réfugiés immondes, sentant la sueur, la pisse et la merde, où s'entassent plusieurs centaines de milliers de personnes par la faute à ceux qui vous l'offrent.

Deux enfants y meurent chaque jour

Des camps de réfugiés qui feraient passer ceux du Congo pour des hôtels de luxe. Des camps de réfugiés où meurent deux enfants chaque jour. Des camps de réfugiés qu'ils ont contribué à faire naître, pour ne pas s'y trouver.

Il n'y a pas de monstres au camp du Kasai, seulement cette chair dont l'Histoire se repaît. Pendant ce temps, à Bangui, la seule prison est toujours ouverte aux quatre vents, et aucun procès ne se tient depuis plus d'un mois. Le ministre de la Justice ne se rend pas à son ministère, modeste pavillon composé de quatre chambres, chacune réservée à une direction fantôme. La police n'est qu'une subdivision de l'armée, et chaque sous-groupe de la Seleka dispose de ses forces.

Pendant ce temps, à Bangui, les quartiers musulmans reçoivent des armes en masse pendant que femmes et enfants sont évacués, des mercenaires soudanais prennent leurs quartiers et les anti-balakas fourbissent leurs armes pour leur prochaine offensive, qui mettra enfin fin à ces « musulmans » qui ont pris le pouvoir et pillent et tuent chaque jour dans leurs quartiers.

Pendant ce temps, les enfants et les moins jeunes du camp du Kasai partagent leurs plats et jouent aux dames, patrouillent de façon illégale dans les villages voisins pour impressionner leurs visiteurs, et attendent patiemment, sûrement, la mort qui viendra leur rendre visite, dans un sens ou dans l'autre. Sûrement demain.

JUAN BRANCO, le 14 Janvier 2014

Making of

[Juan Branco](#), qui a tenu un [blog](#) sur la République démocratique du Congo sur Rue89, a travaillé dans la justice internationale et au cabinet de Laurent Fabius (Affaires étrangères). Aujourd'hui chercheur à la Yale Law School, il est allé en Centrafrique et a passé du temps dans un camp de miliciens de la Seleka. **Pierre Haski**